



LE **BREXIT**

Un tournant dans l'Histoire de l'Europe



**Le Brexit,
un tournant
dans l'histoire de l'Europe**

Il aura fallu plus de trois ans et demi, depuis le référendum de juin 2016, pour que la volonté du peuple britannique soit enfin respectée. Elle s'est pourtant manifestée plusieurs fois, jusqu'à ces dernières élections législatives remportées largement par Boris Johnson, après une campagne exceptionnelle.

Des dirigeants européens, il est d'ailleurs sans doute celui assumant le plus cet héritage européen qui a fait la grandeur de notre civilisation, pétri de culture grecque et chrétienne. Il a souhaité un Joyeux Noël à tous et particulièrement aux chrétiens, contrairement à Emmanuel Macron, et récite *Illiade* en grec ancien dans le texte.

Mais au-delà de la personnalité du Premier Ministre, il faut retenir la portée sans précédent de ce processus historique, et les perspectives que le Brexit ouvre pour les peuples et les « tenants de la souveraineté » de leur pays.

Historique d'abord parce que tout a été fait pour le combattre. Malgré les tentatives ininterrompues des « prétendues élites » européennes et anglaises pour saborder le retrait, celui-ci aura bien lieu. Ils avaient pourtant promis l'apocalypse, l'enfer économique, les 10 plaies de Londres. On constate déjà qu'il n'en est rien, que Londres impose son rythme à l'Union Européenne, menaçant de se tourner vers le marché américain si les 27 font la fine bouche.

Historique aussi parce qu'à bien des égards, les inquiétudes populaires britanniques se retrouvent ailleurs en Europe. Le malaise anglais, la fracture entre les métropoles mondialisées et les perdants de la mondialisation, entre les « Somewhere » et les « Anywhere », ceux qui sont de quelque part et ceux qui sont de nulle part¹. Chez nous en France, les vainqueurs et les vaincus de la mondialisation, les nomades et les enracinés.

Historique enfin parce que le Brexit prouve une chose : le fédéralisme européen n'est pas une fatalité. Le prétendu sens de l'histoire a été mis à mal par la volonté du peuple britannique. Pour nous, qui portons la voix du peuple de France, méprisée par les Traités et les puissants, c'est un grand signe d'espoir et d'encouragement.

Situer le Brexit dans la période que nous vivons qui est celle d'un réveil des peuples est l'objet de

¹ Clivage sociologique théorisé par David Goodhart, journaliste et sociologue anglais dans son livre *Les deux clans*.

ce colloque.

L'objectif était de ne pas laisser passer cette date symbolique et historique sans enclencher une réflexion intellectuelle et politique.

C'est également la dernière occasion d'organiser un colloque dans ce lieu hautement symbolique qu'est la maison du Parlement à Londres.

David Goodhart

J'ai répondu à cette invitation parce qu'il est intéressant de réfléchir à la signification du Brexit dans la perspective d'un large populisme raisonnable en Europe. La question qui se pose est celle des conséquences du Brexit au niveau des différentes politiques nationales.

Je vais commencer en vous avouant que j'ai voté contre le Brexit. Globalement, j'acceptais l'argument selon lequel nous avons un accord assez inhabituel, grâce auquel nous étions en quelque sorte à moitié au dedans et à moitié en dehors de l'Union Européenne, un accord qui nous donnait un degré d'autonomie que vous n'avez manifestement pas en France. Nous n'étions notamment pas dans la zone euro ni dans l'espace Schengen. On dit traditionnellement qu'avant le Brexit, la Grande-Bretagne était à moitié dans l'Union européenne et à moitié dehors, et qu'après le Brexit, ce sera l'inverse. C'est une boutade mais elle témoigne de la complexité de la situation et de la complexité à trouver un accord. On peut en débattre, mais je pense que si nous avons quitté l'Union Européenne sur la base de l'accord de Theresa May, nous aurions été en droit de dire que le Brexit n'était qu'une façade et que nous n'étions pas vraiment partis. Il semble maintenant que nous allons réellement partir et, ayant avoué que j'ai voté contre le Brexit, j'ai toujours été de ceux qui disent que le résultat du référendum a complètement changé la donne. J'étais pour rester, mais une fois que nous avons voté « Leave », nous devons évidemment partir. Nous sommes une démocratie, même si beaucoup de gens n'ont pas l'air de le penser.

Vous avez rappelé que j'avais écrit un livre il y a trois ans². Il est sorti à Londres en 2017. C'était un livre fondé sur une forme de bon sens. J'ai juste exposé des évidences, à savoir que bon nombre des nouvelles lignes de fracture de notre paysage politique étaient désormais plutôt associées à des questions culturelles, à des valeurs, à la façon dont les gens ressentent les questions de sécurité, les questions d'identité, même si les divisions socio-économiques existent évidemment toujours et restent importantes. Mais je pense que notre classe politique et nos intellectuels ont mis un peu trop longtemps à voir émerger ces oppositions de valeurs, et j'ai inventé ces deux termes (*Somewhere* versus *Anywhere*). C'est l'une des raisons pour lesquelles mon livre a eu beaucoup plus de succès que ce à quoi je m'attendais. Mais je crois que les expressions que j'ai choisies, ceux qui voient le monde depuis Partout (*Anywhere*) et ceux qui voient le monde depuis Quelque part (*Somewhere*), ont touché une corde sensible.

Évidemment, les critiques diront que c'est très simpliste, très binaire, et ils n'auront pas tort. Mais si vous lisez effectivement mon livre, vous verrez qu'il y a beaucoup de sortes différentes de

² *The Road to Somewhere*, Penguin Book Ltd, 2017 (en français : *Les Deux Clans*, Les arènes, 2019).

« Partout ». Il y a la catégorie la plus extrême, les gens qui vivent dans les salons d'aéroport, qui se sentent beaucoup plus proches des gens d'autres pays que de leurs propres concitoyens. Ce sont les gens de l'élite du monde des affaires et du monde universitaire, etc. Et puis il y a des « Partout » lambda, qui sont des gens parfaitement décents, qui sont aussi tout à fait patriotes, mais qui ont une vision du monde qui est quand même associée à l'idée de mobilité. Dans nos sociétés, les personnes éduquées ont tendance à être mobiles, probablement plus au Royaume-Uni qu'en France parce que pratiquement toute personne qui va à l'université au Royaume-Uni va dans une université où les étudiants habitent sur le campus. Les étudiants quittent leur foyer à l'âge de 18 ou 19 ans et se rendent dans une autre partie du pays. Souvent, ils ne retournent jamais chez eux. Nous avons donc une géographie économique très inégalitaire, beaucoup plus qu'en France en fait. Pour autant, ceux qui s'en inquiètent - certainement des gens de gauche - sont aussi ceux qui promeuvent le départ des enfants les plus brillants des villes de la classe ouvrière, par exemple Rotherham ou Mansfield. Les 20 ou 30 % des jeunes de 18-19 ans les plus brillants quittent ces villes chaque année pour aller dans une université à Sheffield, Manchester ou Londres, et ils ne reviennent jamais. C'est alors considéré comme un magnifique exemple de mobilité sociale, ce qui est d'ailleurs vrai. Mais cela a aussi l'effet d'extraire toutes les personnes brillantes et ambitieuses des régions les plus pauvres du pays, et donc de contribuer à cette géographie économique inégalitaire. Peut-être est-ce un problème spécifiquement britannique à cause de ces universités résidentielles, mais d'une manière générale, dans tous les pays riches, les personnes éduquées ont tendance à être plus mobiles, et si vous êtes mobile et éduqué, vous avez tendance à avoir une certaine vision du monde.

Cette vision du monde n'a rien de monstrueux. Elle tend à privilégier l'ouverture et l'autonomie. Cette analyse est celle d'un sociologue américain appelé Talcott Parsons. Il est l'auteur de livres de sociologie très scolaires, mais il a eu cette excellente idée qui consiste à analyser l'identité humaine selon un spectre allant des performances réalisées aux qualités attribuées. Ce qui est attribué, ce sont les choses qu'on ne peut pas changer à propos de soi-même. Par exemple je suis blanc, je suis un homme, je suis britannique. Ce sont des choses que je ne peux pas changer. L'identité acquise, elle, provient de vos propres réalisations. Par exemple quand on réussit à l'école, qu'on est allé dans une université prestigieuse ou qu'on a une carrière professionnelle plus ou moins réussie. Ainsi, on acquiert en quelque sorte une vision de soi-même en tant que produit de ses propres réalisations. Tout le monde possède un mélange de caractéristiques attribuées et réalisées, mais ceux que j'appelle les gens de « Partout » ont tendance à se voir eux-mêmes à travers le seul prisme d'une identité réalisée. Se voir ainsi relève d'une tendance individualiste puisque vous vous voyez comme le résultat de vos propres réalisations individuelles. Cette catégorie ne correspond pas uniquement à une élite métropolitaine. Quand on parle de l'élite, on pense à 3-4 % de la population. Or les « Partout », en partie à cause de l'expansion de l'enseignement supérieur dans nos pays, représentent environ 25 à 30 % de la population. Donc je ne parle pas seulement des gens

qui vont dans les *grandes écoles*. Bien sûr, ils font partie de la classe des « Partout » en France, mais ce groupe est beaucoup plus vaste. Il représente environ 25 à 30 % de la population.

Les « Quelque part » représentent environ la moitié de notre population, et ils ont tendance à avoir beaucoup moins de pouvoir, politiquement et culturellement. Par rapport aux « Partout », ils ont tendance à être beaucoup plus enracinés, à être moins bien éduqués, à accorder une plus grande valeur à la sécurité et à la famille. Sur le spectre réalisé/attribué, ils sont nettement du côté attribué en matière d'identité et de la façon dont ils se perçoivent eux-mêmes. Leur sentiment d'eux-mêmes provient en effet de l'endroit où ils ont toujours vécu et travaillé et du groupe auquel ils appartiennent. Cela peut être leur classe sociale, leur région, leur groupe ethnique, ou un mélange des trois, mais ils ont un sentiment d'eux-mêmes qui est lié au lieu et au groupe auxquels ils appartiennent. Leur sentiment d'identité est donc plus susceptible d'être mis à mal par un changement sociétal rapide. C'est l'une des raisons pour lesquelles les « Quelque part » constituent la base des partis populistes, parce qu'ils ont souvent (pas toujours, mais souvent) tendance à voir le changement comme une perte, en partie à cause de la manière dont leurs identités sont fondées sur leur attachement au lieu et au groupe.

Il me semble que cette grille de lecture, ce dispositif heuristique, comme disent les universitaires, est très utile pour comprendre la politique actuelle. J'ai inventé ces termes, « Partout » et « Quelque part » mais je n'ai pas inventé les réalités qu'ils désignent. Ces termes fonctionnent pour le Royaume-Uni, mais je pense que cela fonctionne aussi en France d'une manière légèrement différente.

Rappelons-nous simplement que ces deux visions du monde, du moins sous leur forme modérée, sont parfaitement décentes et raisonnables. Simplement, elles sont actuellement en opposition et l'une de ces deux visions dirige le monde, en particulier l'Europe, depuis 30 ans. En effet, depuis la fin de la Guerre froide, les « Partout » ont été au pouvoir pendant des décennies, sans reconnaître leur propre domination sur notre politique. Il me semble que c'est la cause du Brexit, de l'élection de Trump, du succès relatif du RN en France, du succès du populisme européen, qui ont été un signal d'alarme pour la classe des « Partout » qui dirige nos sociétés.

En regardant dans le détail, on peut y voir une division intéressante. Je pense que certains d'entre eux, que j'appellerai des « Partout admonestés », se rendent compte qu'ils n'ont pas écouté les gens sur des choses fondamentales et qu'ils doivent le faire. Theresa May en est l'exemple canonique. Elle n'a pas été capable de tendre la main aux gens qui voulaient rester dans l'UE, qui après tout représentent 48 % de la population, parce qu'elle était en quelque sorte trop admonestée.

Revenons sur le Brexit lui-même : c'était évidemment un résultat inattendu, notamment parce que notre classe politique et nos médias sont dans une certaine mesure déconnectés des opinions des gens ordinaires. Le vote du Brexit a eu le mérite de révéler au moins une chose qui illustre mon

point de vue, c'est-à-dire la domination des « Partout » sur notre système politique. Je veux dire que les idées des Partout dominaient tous les grands partis de ce pays : le parti travailliste, le parti conservateur, les libéraux démocrates, tous étaient devenus des partis de « Partout ». Cela signifiait que la plupart des gens n'avaient pas vraiment le choix au moment des élections et qu'une partie d'entre eux avait donc arrêté de voter. Le référendum sur le Brexit était une occasion pour les gens qui ne votaient plus lors des dernières élections générales de signifier leur désaccord. À mon sens, cette décision de quitter l'Union européenne était accidentelle. Cela signifie qu'il s'agissait d'une sorte de dommage collatéral du conflit interne entre les « Partout » et les « Quelque part ». L'Union européenne était à l'évidence un symbole du pouvoir des « Partout », de par son écrasement incessant des institutions nationales, sa tentative de dissoudre tant de contrats sociaux nationaux et de traditions locales. De toute évidence, l'Union européenne était l'ennemi de beaucoup d'intérêts des « Quelque part », même si la plupart des gens ne suivent pas les détails de la politique de l'Union Européenne. Ils ont cependant compris l'argument fondamental, qui est l'idée de reprise de contrôle. Boris Johnson l'a reconnu au deuxième jour de son mandat de Premier ministre. Il s'est rendu à Manchester et a fait un discours dans lequel il a dit, à juste titre, « Je comprends que ce vote, le vote pour le Brexit, était autant un vote contre Londres que contre Bruxelles ».

Pourquoi cela s'est-il produit, au-delà du conflit de valeurs sous-jacent dont j'ai parlé ? Je pense que cela s'est produit en partie parce que nous étions peut-être, à ce stade de l'histoire, le seul pays à pouvoir quitter l'Union européenne. Pour les pays plus petits, ce n'est pas vraiment une option. Dans ces pays, l'analyse coûts-bénéfices est massivement en faveur du maintien dans l'Union. Du point de vue de l'Irlande par exemple, évidemment qu'il faut rester dans l'Union européenne. Dans le cas de la France et de l'Allemagne, eh bien l'Union c'est votre bébé, vous l'avez créée. À l'heure actuelle, nous étions les seuls à pouvoir le faire.

Pourquoi donc l'avons-nous fait ? Il y a d'abord chez nous un foyer d'euroscepticisme. 30 à 50 % de la population était en effet historiquement opposée à l'adhésion. L'opposition à l'Union Européenne fluctuait en fonction des événements, mais il faut reconnaître que les trente premières années de l'Union ont été prometteuses. C'est surtout depuis le début des années 1990 que les mauvaises décisions se sont enchaînées : la décision d'opter pour un euro politique et non économique ; la forme radicale de libre circulation qui a été introduite lors de l'introduction de la citoyenneté européenne en 1992 ou les horribles ratages sur la politique étrangère. L'Union européenne n'a pas vraiment de politique étrangère. Je pense donc que la Grande-Bretagne, à bien des égards, a pris une décision rationnelle. Si le référendum avait eu lieu en 1990, nous aurions voté contre, à juste titre, mais l'Union européenne sort de vingt très mauvaises années. Dans les deux ou trois ans qui ont précédé le référendum, nous avons eu la crise de l'euro, une crise que tous les

économistes du monde avaient prédite. Il est évident que si vous avez une monnaie unique, mais que vous n'avez pas un seul ministère des Finances, vous vous exposez à ce genre de tensions et de crises.

Il y eut ensuite la crise des réfugiés en 2015 et la décision extraordinaire d'Angela Merkel d'ouvrir les portes de l'Allemagne. Cela a attiré l'attention de l'électeur européen ordinaire sur le fait que l'ouverture interne de l'Union européenne avait été bénéfique à certains égards - 25 à 30 % des citoyens de l'UE vivent à moins de 40 ou 50 kilomètres d'une frontière de l'UE -, mais cela ne veut pas dire que nous devons ignorer le fait que l'Europe a une frontière extérieure. 2015 a agi comme une piqure de rappel : les frontières extérieures sont nécessaires et remplissent une fonction fondamentale.

Ces différents éléments ont fait pencher la balance en faveur du Brexit. Je pense que l'une des choses qui rendent la Grande-Bretagne différente de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, ou de l'Espagne, c'est qu'une plus grande part de notre identité nationale provient de nos institutions politiques. En effet, notre langue ne nous appartient plus en propre, nous n'éprouvons pas de nationalisme linguistique et culturel. Nous rattachons donc davantage notre identité nationale à nos institutions politiques. Cela est frontalement attaqué par l'Union européenne qui, par nature, dissout nos institutions politiques nationales. En Italie, en France ou en Allemagne, une plus grande part de l'identité repose sur la langue et la culture, ce qui explique peut-être une défiance un peu moins élevée.

Cela dit, il n'y a pas une raison unique permettant d'expliquer le Brexit. Nous pourrions aussi évoquer le fait que nous ayons choisi d'ouvrir nos frontières aux anciens pays communistes en 2004, sept ans avant d'y être obligés. C'est typiquement une décision de la classe des « Partout », d'un gouvernement « Partout » qui n'avait plus aucune racine dans les communautés de la classe ouvrière. On a dit aux gens qu'environ 15 000 Européens de l'Est allaient venir chaque année mais en fait, un million et demi sont venus sur une période de trois à quatre ans. Beaucoup de gens n'avaient pas tout à fait réalisé à quel point l'Union européenne interférait dans tous les aspects existentiels et quotidiens de la vie. On ne peut pas contrôler qui entre et qui sort dans notre pays. Il y a sûrement un petit fond de xénophobie là-dedans, mais la plupart de ces gens qui ont voté pour le Brexit, de ces « Quelque part », sont des « populistes décents » qui n'ont pas d'hostilité individuelle à l'égard des migrants mais qui s'opposent à une politique.

Ce qu'il faut tout de même reconnaître, c'est que le vote pour le Brexit a représenté une sorte d'exutoire pour un nationalisme anglais réprimé. Je dis « anglais », parce qu'il a été en quelque sorte étouffé dans le Royaume-Uni. Les Écossais ont le droit d'être nationalistes, les Gallois ont le droit d'être nationalistes, c'est un peu plus inconfortable quand les Anglais le sont, parce que nous sommes une sorte de groupe dominant au Royaume-Uni et que le Royaume-Uni a été une

puissance européenne dominante. Les Anglais sont largement majoritaires au Royaume-Uni, nous y représentons 85 % de la population. Tous les autres pays du Royaume-Uni ont été invités à se réinventer à travers de nouvelles institutions. L'Écosse, par exemple, a eu son parlement décentralisé, de même que le Pays de Galles. L'Angleterre n'a pas été réformée de ce point de vue. Elle n'a pas de voix sur le plan politique, et le nombre de personnes qui s'identifient comme Anglais non-Britannique ou Anglais d'abord et Britannique ensuite a fortement augmenté au cours des 20 dernières années pour atteindre environ un tiers de la population. Cela fait longtemps qu'une majorité d'Écossais se dit d'abord et uniquement écossaise sans que quiconque y trouve à redire. Dès lors, l'absence d'exutoire pour le nationalisme anglais pourrait avoir contribué au Brexit.

Pour prendre un peu plus de hauteur, nous pourrions nous demander ce que nous pensons, en tant que post-libéraux, de l'immigration ? Que pensons-nous du multiculturalisme ? Comment élaborer des politiques qui conservent un degré élevé d'ouverture dans nos sociétés, sans déranger nos majorités, sans déranger la majorité en France ou en Grande-Bretagne ? Comment trouver le juste équilibre entre ouverture et fermeture ? Les « populistes décents » ont accepté, en gros, les grandes libéralisations sur la race, le genre, la sexualité, dans les dernières décennies. Cela ne signifie pas qu'ils sont libéraux. Ils veulent simplement sentir que le pays a des frontières bien gérées. Ils veulent sentir que le type de démographie du pays ne change pas trop vite. Ils veulent sentir que l'immigration est modérée. Ils veulent avoir le sentiment de vivre dans des communautés relativement stables. Ils veulent avoir l'impression que les droits des citoyens nationaux passent avant les droits universels, ce que l'Union européenne rend évidemment illégal. Et le libre-échange dans tout ça ? Il me semble que le libre-échange est allé trop loin à bien des égards, mais qu'il est aussi une grande machine à produire de la richesse mondiale. Alors, comment limiter les mauvais effets du libre-échange tout en conservant les avantages ? L'économiste Danny Roderick explique qu'il y a des contrats sociaux forts, établis, nationaux, sur des sujets précis, et qu'il faut avoir le droit de mettre des limites au libre-échange. Historiquement, la France l'a fait pour les produits culturels, dans l'industrie du cinéma, etc. C'est un bon modèle pour ce que l'on pourrait faire dans d'autres domaines.

Je pense que toutes ces questions sont fascinantes et qu'elles ont reçu une nouvelle impulsion à l'occasion du référendum sur le Brexit. C'est la démocratie en actes. Certains en ont peur, mais le vote du Brexit est une réaction légitime après 30 ans de domination de « Partout » dans nos sociétés.

Nous devons toutefois être réalistes, les « Partout » vont probablement continuer à gérer nos sociétés. Leurs priorités et leurs points de vue continueront à avoir une influence disproportionnée, nous avons simplement repris un peu de terrain. La démocratie fonctionne ainsi et, lorsqu'elle est bloquée, elle trouve d'autres voies d'expression. Les *Gilets Jaunes* sont par exemple une forme

d'expression extra-électorale. Je pense que l'une des raisons pour lesquelles la rue est si importante encore aujourd'hui dans la politique française, c'est qu'il n'y a pas vraiment de séparation des pouvoirs. Je m'explique : vos élections législatives, par exemple, suivent vos élections présidentielles. Votre président et votre parlement sont donc toujours du même bord ! Les gens ont alors le sentiment qu'il n'y a plus d'autre moyen de se faire entendre que de descendre dans la rue.

Ces éléments me permettent de dire une chose : nous sommes entrés dans une période de déséquilibre. Après une longue période de domination totale des « Partout », les « Quelque part » reprennent du terrain. Cela signifie que nous devons trouver un nouvel équilibre, qui donne voix aux priorités et aux intuitions légitimes des « Quelque part » que peuvent être l'envie de stabilité, le besoin de ralentir le changement social, de reconsidérer des choses comme le libre-échange.

Désormais, il semble que l'on va avoir un vrai Brexit. Comme l'écrivait un éditorialiste il y a quelques semaines, le meilleur argument pour mener le Brexit à son terme, maintenant qu'il a été voté, c'est d'avancer que les retombées économiques négatives causées par la sortie de l'Union européenne seront de toute façon moins graves que la crise politique que causerait le fait de ne pas la quitter. Il y aura probablement des frictions, mais dans quelques années, la situation sera la même que si nous étions restés dans l'Union européenne. Et ce sera intéressant, car je pense qu'une Grande-Bretagne qui réussirait en dehors de l'Union européenne d'ici cinq ans serait une réfutation durable du fédéralisme européen défendu par la Commission européenne et certaines de nos élites.

Hervé JUVIN

Je voudrais commencer par une anecdote, à mon avis, significative : l'un de mes livres – *L'avènement du corps* – a été traduit par Verso, une maison d'édition d'extrême gauche (même trotskyste selon David Goodhart !), qui avait publié mon livre sous le nom de *The coming of the body*. Cela montre bien qu'il y a de la fluidité dans les idées politiques. C'est d'ailleurs d'un point de vue politique que j'aimerais aborder le Brexit.

Pourquoi ? Parce qu'il me semble qu'il y a une unité profonde dans le moment politique qui va du referendum sur le Brexit à l'élection de Donald Trump, jusqu'à la victoire écrasante des conservateurs britanniques et à l'élection de Boris Johnson pour réaliser le Brexit.

Pour expliquer le Brexit, il faut prendre un peu de recul. Nous vivons une crise majeure de confiance et d'autorité envers les experts et les sachants. Dans un pays comme la France, la très grande majorité des journalistes, des économistes, des universitaires, de ceux qui occupent le terrain médiatique ont, pour la plupart, été achetés par ceux que l'on appelle désormais les *anywhere*. La classe dominante mondiale s'est progressivement assurée les services de l'écrasante majorité de ceux qui parlent, qui occupent les médias et qui font l'opinion. Avec une conséquence inévitable : nos sociétés sont devenues des boîtes noires.

Cela signifie que pour analyser la situation de la France aujourd'hui, comme pour analyser celle de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, il vaut mieux lire de *l'Écho du Perche* ou *Le Bien public* de Dijon que *Le Monde* ou *Libération*. Il vaut mieux lire le journal d'Albuquerque ou du Montana que le *New York Times*, ou le *Financial Times*. Vous ne comprenez plus rien à nos sociétés si vous vous en tenez au discours des experts et des sachants, de ceux qui tiennent les médias nationaux. Ils disent ce qui devrait être et pas ce qui est.

Je voudrais mettre en avant un deuxième élément important. Il me semble que *anywhere vs somewhere* est un clivage fondamental. Ce sont sans doute des sympathies marxistes qui me portent à croire que le vrai problème de nos sociétés est que nos systèmes n'assurent plus le progrès pour tous. Nos sociétés démocratiques sont fondamentalement légitimes quand le régime économique et le fonctionnement des gouvernements assurent ce progrès. Là-dessus, je rejoindrai assez volontiers le dernier livre d'Emmanuel Todd. Depuis 20 ou 30 ans, le progrès n'est plus partagé par tous. Le progrès économique, ce qu'il reste de croissance selon les pays, irrigue une très petite minorité, 1, 2 à 3 % aux États-Unis, probablement 20 à 25 % dans d'autres pays, mais ce n'est de toute façon plus qu'une petite minorité qui bénéficie de la marche de l'économie. On ne peut pas identifier ce phénomène au progrès.

Cette crise du progrès me paraît majeure. Hegel nous a appris que nos sociétés sont orientées et tendues vers le progrès. Nous sommes alors au début du XIX^e siècle et depuis deux siècles, nos sociétés ont été celles du progrès continu pour tous. J'ai grandi dans un monde où il était évident pour tout parent français comme pour tout parent britannique ou américain que ses enfants vivraient mieux que lui. Or, et c'est une des raisons pouvant expliquer le Brexit, ce n'est plus le cas. Les études sociologiques le montrent très bien. Ceux qui ont voté Trump, ceux qui ont voté pour le Brexit sont d'abord ceux qui savent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux et qui sont inquiets pour la manière dont leurs enfants vont survivre dans un monde qu'ils sentent hostile.

Je ne voudrais désespérer personne. Toutefois, nous pouvons observer l'apparition de ce qu'on peut appeler « l'homme de rien » C'est un terme politiquement dangereux qui désigne les gens qui sont de nulle part, ces gens qui n'ont plus d'identité. Emmanuel Macron a dit que « la culture française n'existe pas ». Deux Américains, Anne Case et Angus Deaton, ont publié un livre très intéressant à ce sujet : *Death by despair*. Ce livre raconte le malheur du petit blanc américain qui a perdu son emploi, sa famille ou qui est dans une famille éclatée. Tout ce qu'on lui a enseigné comme étant bien, tout ce qui fait sa certitude morale, tout cela est parti en lambeaux. C'est le malheur de ces petits blancs dont les enfants ont 70 au test d'entrée à l'université, mais l'*affirmative action* fait qu'une Africaine-Américaine qui a seulement 35 va passer avant eux, va avoir la place à l'université et aura un job ensuite. Ce sont tous ces petits blancs américains qui sont persuadés que par le travail et par l'épargne, ils ont construit une société - la société américaine - et qui s'entendent dire : « Non. Vous êtes juste des racistes, des pauvres types. Vous n'avez plus voix au chapitre. Vous êtes méprisés. » Ce sont largement eux qui ont fait l'élection de Donald Trump.

Ce ne sont probablement pas là des nationalists "décentés", mais ils vont peser extrêmement lourd dans les élections à venir parce qu'ils ont la conviction que c'est la dernière fois qu'ils pourront compter dans les élections. Dans les élections futures, ce seront les minorités hispaniques, afro-américaines, asiatiques, qui seront déterminantes. Cette conscience de pouvoir peser pour la dernière fois a été à l'œuvre aux Etats-Unis et elle va l'être dans d'autres pays.

Death by despair est un livre tragique. Il raconte ces blancs qui se suicident par désespoir, avec de la drogue, de l'alcool, ces blancs qui restent chez eux à ne rien faire, à regarder la télé, devenant obèses, développant des maladies cardio-vasculaires, etc, dont la mortalité se situe entre 55 et 60 ans. Le petit blanc américain est en train de mourir jeune. Pour la première fois depuis l'âge industriel, l'espérance de vie est en train de baisser aux États-Unis et en Grande-Bretagne. C'est inédit. Le signe du progrès dans nos sociétés résidait dans la progression de l'espérance de vie. Or, la tendance commence à s'inverser. Sur un plan anthropologique, c'est une rupture majeure.

Je crois, comme David Goodhart, que nous sommes à la fin de l'ère de l'individualisme radical. Cet individualisme qui m'amène à penser que je suis mon propre Dieu créateur, que je me suis créé moi-même que tout ce qui m'arrive est le fruit de mon mérite. C'est une vision qui ne laisse

aucune place à la société, au collectif, à quelque chose qui dépasse l'individu. Je voudrais renvoyer à une nouvelle de Joseph Conrad : *An Outpost of Progress*. Il y raconte le malheur de deux ex-militaires britanniques que l'on envoie dans un poste au fin fond du Congo et qui finissent par s'entretuer. Ces deux personnages arrivent très sûrs d'eux-mêmes, assurés que tout ce qu'ils ont accompli est l'unique conséquence de leur mérite, de leur force physique et de leur courage. Ils font partie de ces gens qui marchent sur les trottoirs, certains que leur fortune, leur aisance, leur confort matériel, ne proviennent que de leur seul mérite. Conrad a une phrase merveilleuse lorsqu'il dit : « Ils ne se rendent pas compte que ce sont des siècles de construction de l'empire. Ce sont des siècles de construction de la société britannique, de la monarchie britannique, qui leur permettent de marcher libres et assurés sur les trottoirs de Londres ». Que seraient-ils s'il n'y avait pas la *British Army* ? Que seraient-ils s'il n'y avait pas la Navy ? Que seraient-ils s'il n'y avait pas la police ? Que seraient-ils s'il n'y avait pas la royauté ? Ils ne seraient rien.

Au cœur de notre moment politique, nous sommes confrontés à cela. Que serions-nous sans la police et sans l'armée ? Que serions-nous sans les frontières et sans les lois ? Que sommes-nous dans des gouvernements qui ne font plus respecter les frontières, qui ne savent plus faire respecter les lois ? Je crois, comme David Goodhart, que le moment que nous vivons est très important parce que Français, Européens comme Américains et Britanniques se rendent compte qu'ils ne sont rien sans la société qui fait d'eux ce qu'ils sont. Nous sommes en train de vivre la fin de l'individualisme radical du *me, myself, ego incorporated*. Nous sommes en train de découvrir que nous ne pouvons être ici à Londres que parce qu'il y a une incroyable infrastructure collective. Il y a un incroyable degré de civilisation et de partage de valeurs qui nous réunit et qui nous permet d'être là. Cela s'appelle l'État, l'autorité de l'État, la tenue des frontières. Si nous ne le récupérons pas vite, nous pouvons tout simplement revenir à un état de décivilisation qui est un état sauvage. Je crois que cela compte beaucoup dans ce qu'a été le Brexit, ce qu'est Trump et aujourd'hui, ce qu'est Johnson.

Ce point fondamental permet également d'expliquer le Brexit : le sentiment national. Ce que Trump a ressuscité derrière *America great again*, c'est la fierté nationale et c'est l'appel au sentiment national. Le Brexit procède de la même logique. Des conversations que j'ai pu avoir avec un ami enseignant à Cambridge, je m'aperçois que le sentiment national britannique a été très profondément heurté par les intrusions illégitimes de la Cour européenne de justice, notamment sur des principes juridiques qui existaient bien avant que l'Allemagne et d'autres pays aient connu le moindre début de civilisation. Pour les Britanniques, il était totalement illégitime que l'Union européenne se mêle de lois qui existaient chez eux depuis cinq ou six siècles. Il n'était pas tolérable qu'une puissance ou des institutions étrangères viennent se mêler de ce qui régit la vie quotidienne des Britanniques, et qui fait d'eux ce qu'ils sont. Je pense que ces mécanismes sont aussi profondément à l'œuvre en France. Il monte une intolérance croissante devant cette réglementa-

tion européenne qui se mêle de tout, par exemple des cuisines dans les restaurants, des conditions de préparation du gibier, etc. Cette réglementation tend à encadrer tous les détails de la vie quotidienne ! Elle est totalitaire : elle nie la diversité des peuples.

Quels sont les enseignements politiques que l'on peut tirer de tout cela ? D'abord, remarquons la fluidité des votes. Boris Johnson est le premier conservateur pour lequel des communes qui votaient depuis un siècle pour le *Labour* (les travaillistes), ont voté. Cela signifie que cette campagne a touché des choses assez profondes pour que des gens changent de bord politique. Une fluidité que l'on peut aussi observer sur la campagne de Donald Trump. Baltimore est par exemple une des villes où sévit la plus grande insécurité aux États-Unis. Il y a une communauté afro-américaine extrêmement importante et c'est un des lieux où la campagne *Black Lives Matter* a trouvé une grande résonance parce qu'il y a eu plusieurs jeunes noirs qui ont été tués par la police dans des conditions extrêmement discutables. La communauté afro-américaine de Baltimore est en train de passer assez massivement à un vote pro-Trump tout simplement parce qu'ils n'en peuvent plus de l'insécurité. Ils n'en peuvent plus de craindre les balles perdues quand leurs enfants vont à l'école. On a donc une immense fluidité du corps électoral.

De la campagne du Brexit, je retiendrai également le *unique selling proposition*. Corbyn n'a pas compris que cette élection ne se déroulerait pas sur de nombreux thèmes. Le vote était seulement pour ou contre le Brexit. À partir du moment où Corbyn et le *Labour* manquaient de prendre position sur le seul sujet qui allait faire la décision de la campagne, il était *out*. C'est un enseignement pour les futures campagnes : les choses sont en train de se durcir et de se radicaliser chez nous aussi. Il ne faudra pas loucher le thème sur lequel se feront les élections. Dans les élections nationales à venir, cela ne se fera pas sur dix sujets. Cela se fera sur un ou peut-être deux sujets, mais il ne faudra pas les manquer.

L'individualisme radical veut totalement ignorer les identités collectives et veut totalement ignorer les nombres. C'est la caractéristique du *very decent populism* : la plupart de ceux que l'on appelle populistes ou nationalistes n'ont aucun problème avec un voisin musulman, un voisin venu d'Afrique ou un voisin venu d'Asie. Il commence à avoir un problème quand il apprend qu'il y en a un million qui rentrent aux frontières. Or un million de personnes, ce n'est pas un million de fois un individu. Si le million devient 50 millions, puis 100 millions, ce n'est plus un problème individuel. C'est un problème de nombre. C'est un problème de changement de population. C'est un problème de changement de cadre culturel, de changement de mœurs et de traditions, etc. On retrouve des problèmes de *neighborhood* et de *citizenship*. On rencontre rapidement un sentiment d'expulsion chez les indigènes d'un pays. À l'instar des États-Unis, cela pèse désormais très lourd dans nos pays. Il suffit de descendre dans le métro pour voir que la population a changé. Et pour constater le message officiel sur le sujet.

Un nombre croissant de Français et d'Américains ont l'impression d'être expulsés de chez eux. En travaillant avec des associations de lutte contre les éoliennes, j'ai entendu deux expressions frappantes : « C'est un vol de notre paysage. » Et « On a l'impression d'être expulsés de chez nous. » Quand on construit un champ d'éoliennes à 200 mètres de votre maison, avec les vibrations continues, avec évidemment le fait que vous fermez les fenêtres qui donnent sur-le-champ d'éoliennes, vous avez le sentiment d'être expulsés. C'est la même situation que vivent nombre d'habitants de nos villes et maintenant de nos villages qui voient le préfet et les maires décider de l'installation d'un foyer d'immigrés récents. Ils ont l'impression que par cette décision autoritaire venue d'en haut et prise sans concertation, ils se trouvent expulsés de chez eux.

Nous pouvons enfin constater la fin du consensus libéral ultra-dominant. Le philosophe politique Pierre Manent explique que le libéralisme, c'est l'organisation des séparations. Le libéralisme produit de la croissance en séparant. Un exemple simple serait celui d'une femme ou d'un homme qui travaille à la maison. Il remplit évidemment une fonction utile, mais cette fonction n'a pas de traduction économique. Si cette femme ou cet homme prenait un emploi et embaucherait du personnel de service à sa place, cela ferait croître l'économie parce que l'on rendrait marchand quelque chose qui était un service gratuit. Le libéralisme progresse en séparant ce qui était uni.

Gladden Pappin, qui codirige avec Julius Krein une revue d'analyse politique qu'ils ont créée, proche des milieux républicains conservateurs américains, *American Affairs*, m'expliquait comment, pour lui, la politique de Trump, la politique de Boris Johnson et la politique qui allait gagner était la politique qui allait recréer l'unité au sein d'une société en réunissant ce qui a été séparé. Réunir ce qui a été séparé, j'en vois des traces dans la politique de Boris Johnson. Vous savez que l'un de ses premiers actes a été de ressusciter le *National Health Service*. Boris Johnson annonce une politique d'investissement massif dans les infrastructures. En cela, il montre que les investissements dans les infrastructures, les investissements publics, la dépense publique, ne sont pas les ennemis des entreprises. Au contraire, nos entreprises réussissent parce qu'il y a des aéroports, parce qu'il y a des autoroutes, parce qu'il y a des voies ferrées et parce que nos services publics fonctionnent bien. Les investissements dans un système éducatif de qualité, qui font que l'on a des systèmes de sélection par le mérite, qui font que de tous les coins de France ou de tous les coins de Grande-Bretagne où qu'ils soient nés et d'où qu'ils viennent, celui qui est bon et qui le mérite peut arriver au plus haut degré universitaire et donc, au plus haut poste professionnel ensuite. C'est un système public qui repose sur de l'investissement public.

J'essaie de souligner le fait que le libéralisme a toujours impliqué de réduire les dépenses publiques en vue de faire prospérer les entreprises. Or il faut relier la dépense publique, la dépense en infrastructures et la dépense en éducation à la performance des entreprises. Idem pour les contrôles aux frontières. Que dit Trump ? Il dit qu'une société est tirée vers le bas par les rémunérations qu'acceptent les travailleurs illégaux qui viennent du sud. Cinq à six millions d'emplois

industriels perdus à cause de l'*offshoring*³ depuis les années 2000. C'est un calcul perdant pour tout le monde.

Cela entraîne aussi l'horreur de la métropolisation. Vous ne pouvez plus avoir du travail qu'en allant vous agglomérer dans la grande ville la plus proche avec deux heures de transport le matin et deux heures l'après-midi. Vous pouvez sinon rester dans un village où tout est en train de mourir, où il n'y a plus de commerces et vous arrivez alors au drame absolu que constituent les tribus blanches dans l'Amérique profonde, ces populations qui se réfugient dans l'alcool, dans la drogue et qui sont en train de mourir de désespoir. Cela parce qu'on a nié le fait que l'emploi industriel a besoin de la bonne tenue des frontières. L'emploi industriel est lié au protectionnisme intelligent !

Je voudrais m'arrêter sur le drame que vit Boeing. C'est un merveilleux exemple de *the decline of American engineering*. Boeing – société implantée massivement à Seattle – travaillait depuis des générations avec tout un tissu de sous-traitants industriels dans la région de Seattle, les Etats de Washington, de Californie, etc. Pour 1 dollar de moins sur des pièces qui valent des milliers d'euros, ils sont allés les faire réaliser au Vietnam, aux Philippines ou en Inde. Il faut bien mesurer l'ampleur du changement. Vous avez un sous-traitant avec lequel vous travaillez depuis 20 ans, qui a une capacité de réaction très rapide car il connaît vos besoins. Quand vous *outsourcez* auprès d'un sous-traitant qui est à des milliers de kilomètres, qui ne parle pas la même langue, qui n'a pas les mêmes valeurs et qui n'a en aucun cas votre intérêt collectif, ce ne sont pas les normes et ce ne sont pas les clauses des contrats qui vont permettre de régler les milliers de détails d'une prestation ou d'une pièce. Le drame que vit Boeing est le drame de l'*offshoring*. C'est le drame du *cost-cutting*. C'est le drame du *reengineering* complet et c'est surtout le drame de ces *supply chains* qui font qu'il y a des pièces qui ont fait trois fois le tour du monde avant d'arriver dans la ligne d'assemblage de Seattle. Le drame que vit Boeing est exemplaire parce que c'est le drame de ces entreprises industrielles qui ont cru dans la globalisation.

Il faut savoir que sous Bush fils, il y avait une agence du *US department of policy trade* pour aider les entreprises industrielles américaines à *off-shorer*. Il n'y a pas eu de plus grande stupidité dans l'histoire de l'économie moderne que cela. Cela revenait à aider les entreprises américaines à détruire l'emploi aux États-Unis. La solution est celle d'un protectionnisme intelligent. C'est la conséquence du fait que tout part d'un territoire et y revient. Il faut donc unifier travail et territoire. Si cela coûte un peu plus cher de faire travailler un sous-traitant près de Seattle, Boeing a intérêt à le faire travailler. En France, la situation de nos instituts de recherche en aéronautique est dramatique. L'ONERA, DCNS, Naval Group, etc, sont menacés. Il est nécessaire d'avoir chez soi des capacités d'ingénierie, des capacités d'innovation, l'emploi et l'expertise qui vont avec.

³ Venue d'employés étrangers.

La globalisation et le libéralisme radical ont créé des sociétés très profondément dysfonctionnelles qui créent de l'insécurité morale, psychologique et identitaire. Nous avons créé des sociétés où le progrès n'est plus partagé par tous et s'il reste du progrès, ses bénéfices sont acquis par une petite minorité. Il faut que nous donnions à croire et il faut que nous prouvions aux populations européennes que notre combat est que le progrès sera partagé par tous.

Notre combat va être un combat pour réunir ce qui a été séparé. Il est clair que la famille reste une unité fondamentale du bien-vivre en société et de la projection vers l'avenir. Il est évident qu'un certain degré d'unité culturelle est une condition de la confiance et de la sécurité et qu'il faut protéger ce degré d'unité culturelle. Le multiculturalisme est la destruction de toute culture puisque toute culture suppose une certaine unité collective. Pour terminer là-dessus, réunir ce qui a été séparé, c'est réconcilier l'État, la famille et l'entreprise au service de ce que nos amis américains appellent avec d'autres *the conservative developmentalism*, ce que j'appellerai pour ma part le patriotisme économique, un nationalisme de progrès qui – je crois – peut unir les deux tiers des Français dans les années à venir.

Benoit Dumoulin

On pourrait dire des médias ce que dit Jean Giraudoux du droit dans *La guerre de Troie n'aura pas lieu* : « Le droit est la plus puissante des écoles de l'imagination. Jamais poète n'a interprété la nature aussi librement qu'un juriste la réalité ». Concernant le Brexit, jamais média n'aura autant interprété le réel pour lui faire dire tout et son contraire. C'est l'histoire du traitement médiatique de ce vote que je voudrais d'abord analyser.

Les médias anglais étaient divisés, notamment selon la sociologie du lectorat. La campagne s'est principalement faite sur l'immigration parce que beaucoup de Britanniques estimaient que leur pays accueillait trop de migrants, notamment en provenance des pays d'Europe de l'Est ; une immigration qui est la conséquence de la liberté de circulation des personnes introduite par les traités européens. La presse de centre-gauche et de gauche, traditionnellement favorable à l'accueil des migrants, s'est donc opposée à la perspective du Brexit et a fait campagne en faveur du Remain. C'est le cas de *The Independent*, *The Guardian* et chez les tabloïds du *Daily Mirror*.

Ensuite, il y a les milieux d'affaires de la city, qui habitent Londres et tirent parti de la mondialisation. Ils lisent principalement *The Economist* et *The Financial Times*. Il était donc logique que ces médias soutiennent le Remain. De fait, à l'annonce des résultats, *The Economist* évoque une rupture tragique : « a tragic split » selon la une du journal. De son côté, *The Financial Times* n'a cessé de multiplier les éditoriaux alarmistes au sujet des conséquences négatives supposées du Brexit, appelant les citoyens britanniques à ne pas voter en sa faveur. Lionel Barber, son rédacteur en chef – il vient tout juste de quitter son poste au mois de janvier 2020 - a même reçu en août 2016 une lettre du ministère des affaires étrangères français le remerciant pour le « rôle positif joué par le *Financial Times* dans le débat européen » et le nommant ainsi chevalier de la légion d'honneur. Cette entreprise de corruption de la presse par une puissance étrangère a été très peu évoquée par les médias français mais a fait scandale outre-Manche. Dans un trait d'esprit mordant, le député conservateur Philip Davies a estimé que « si on lui donne la Légion d'Honneur pour avoir perdu le référendum, alors on peut imaginer qu'on l'aurait fait Président si le Remain l'avait emporté ».

Globalement, on peut dire que les médias pro Remain correspondent peu ou prou au bloc élitaire, urbain, riche et cultivé qui se retrouve dans le libéralisme économique et l'accueil des migrants.

À l'inverse, les pro-Brexit ont axé leur campagne de communication par des messages simples repris en boucle sur les réseaux sociaux où ils ont donné le ton en étant beaucoup plus actifs que les partisans du Remain, influençant ainsi de nombreux indécis. Or, une campagne se joue avant tout sur le vote des indécis. Selon l'étude *impact of social media on the outcome of the EU referendum*, les

partisans du Brexit sur Instagram étaient cinq fois plus actifs que les partisans du Remain. De plus, les trois hashtags les plus utilisés provenaient du camp du Brexit : #Brexit, #Beleave et #VoteLeave. Le message du camp du Brexit était ainsi beaucoup plus intuitif, direct et émotionnel, ce qui a facilité la propagation virale des idées pro-Brexit.

Du côté des médias traditionnels, ce sont principalement les tabloïds qui ont soutenu la cause du Brexit, illustrant encore une fois la fracture sociologique du vote entre une classe populaire favorable au Brexit et une élite tournée vers l'Union européenne, division qui recoupe de l'autre côté de la Manche la distinction faite par Christophe Guilluy entre les métropoles d'un côté et la France périphérique de l'autre.

Le groupe de Rupert Murdoch, qui possède notamment le *Sunday Times* et *The Sun*, tous deux partisans du Brexit, a été très actif dans la campagne. *The Sun* - qui est le quotidien le plus lu au Royaume-Uni - n'a pas hésité à titrer « Independence Day » au lendemain du Brexit, en référence au film. Il voit dans ce vote une « chance de rendre la Grande-Bretagne encore meilleure, de reprendre notre démocratie, de préserver les valeurs et la culture dont nous sommes, à juste titre, fiers ». On peut aussi noter l'influence d'autres tabloïds pro-Brexit comme *The Daily Express* et *The Daily Mail*. Au sein des journaux plus élitistes, on notera le soutien indéfectible du *Daily Telegraph*, organe traditionnellement proche du parti conservateur : « Un monde d'opportunités attend un Royaume-Uni totalement indépendant », écrit le journal le 21 juin 2016, et affirme qu'en soutenant le Brexit, ce n'est pas la nostalgie d'un âge perdu qui le guide mais la volonté d'« un nouveau départ pour notre pays ».

C'est peut-être la principale différence que l'on peut relever par rapport à la presse française : la cause du Brexit est certes majoritairement défendue par les médias populaires outre-Manche mais elle trouve également des relais importants au sein de la presse élitiste. La deuxième différence, c'est qu'au Royaume-Uni, les médias ont largement pris position dans l'un des deux camps et ne se sont pas affichés derrière une pseudo-neutralité qui cache souvent des positions inavouées. La troisième différence, c'est qu'on observe un certain équilibre des tendances entre médias pro et anti-Brexit.

Tout le contraire de la France où les choses sont plus tranchées et où les grands médias sont presque tous favorables au Brexit, sans vouloir officiellement l'avouer. Ainsi France info a-t-il été mis en cause par certains de ses auditeurs à la veille du vote : « À en croire certains auditeurs mécontents explique Edwige Coupez, nous n'aurions invité que des opposants à une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et nous n'aurions évoqué que les conséquences négatives de ce retrait » et non ses bienfaits. « En même temps, y a-t-il vraiment des bienfaits ? » répond le médiateur de Radio-France Bruno Denaes à l'antenne, alors qu'il est censé apporter la preuve de l'impartialité du média et ruine, par cette réponse, toute son argumentation.

Du côté du *Monde*, on parle de chaos et d'apocalypse. La palme de la dramaturgie revient naturellement à BHL dans *Le Monde* du 24 juin 2016 : « Ce Brexit, c'est la victoire, non du peuple, mais du populisme. Non de la démocratie, mais de la démagogie. C'est la victoire de la droite dure sur la droite modérée, et de la gauche radicale sur la gauche libérale. C'est la victoire, dans les deux camps, de la xénophobie, de la haine longtemps recuite de l'immigré et de l'obsession de l'ennemi intérieur. C'est, dans tout le Royaume-Uni, la revanche de ceux qui n'ont pas supporté de voir les Obama, Hollande et autres Merkel donner leur avis sur ce qu'ils s'apprêtaient à décider. C'est la victoire, autrement dit, du souverainisme le plus rance et du nationalisme le plus bête. C'est la victoire de l'Angleterre moisie sur l'Angleterre ouverte sur le monde et à l'écoute de son glorieux passé. C'est la défaite de l'autre devant la boursoufflure du moi, et du complexe devant la dictature du simple ».

Une partialité que dénonce cependant Marianne dès le 27 juin 2016 sous le titre : « Brexit : comment les médias français ont pris leurs rêves pour des réalités ». L'hebdomadaire affirme que « manifestement sonnée par l'onde de choc du Brexit, la presse française quasi-unanime n'a pratiquement donné la parole depuis vendredi qu'à des experts en catastrophisme, à des Britanniques désespérés ou à des pro-Brexit rongés par le remords. Quitte à snober le choix d'un peuple ». Bien vu !

Parmi les pépites, on notera aussi le lien établi par *Le Monde* entre le Brexit et la politique climatique. Sous le titre « le Brexit affaiblit davantage la politique climatique de l'Europe », *Le Monde* du 27 juin 2016 explique que « le rejet de l'Union européenne par les Britanniques va réduire son poids dans les négociations internationales et risque de retarder sa ratification de l'accord de Paris ». *Le Point* du 24 juin 2016 ira même jusqu'à affirmer que « le tournage de "Game of Thrones" [est] menacé par le Brexit » car « la série tournée en partie en Irlande du Nord risque de perdre une partie des aides versées par l'Union européenne ».

C'est la légitimité du vote qui a d'abord été remise en cause. Les médias, principalement en France, ont estimé que le vote en faveur du Brexit était illégitime. Ce vote était un tel camouflet qu'ils préféraient le nier en le délégitimant. Ce déni de réalité prend plusieurs formes.

Ce vote était d'abord un coup de sang irrationnel. « Au Royaume-Uni, des lendemains de gueule de bois » titre *Courrier international* du 26 juin 2016. Idem pour *Sud-Ouest* : « Brexit : Le Royaume-Uni se réveille avec la gueule de bois ». Si l'on comprend bien, ces Britanniques irresponsables ont voté sans être en pleine possession de leurs moyens, réalisant, au lendemain du vote, le geste déraisonnable qu'ils ont posé la veille.

Les Britanniques auraient ensuite été instrumentalisés. Ils n'ont pas voté contre l'Europe mais contre la classe politique et les élites : « Ceux qui ont voté pour le Brexit le voulaient-ils vraiment ? » interroge Marie Drucker le 24 juin 2016 sur France 2. « De nombreux observateurs

estiment qu'il s'agit moins d'un vote de rejet de l'Europe qu'un vote contre les élites, contre l'Establishment, contre la politique intérieure du gouvernement, bref comme le sont souvent les référendums, un vote de colère ». « Quand les pauvres du pays de Galles ont voté contre l'austérité de monsieur Cameron, cela n'a rien à voir avec l'Europe » estime de son côté Daniel Cohn-Bendit le 24 juin 2016 sur France 2.

De toutes les manières, il est impossible de voter contre l'Europe. Ségolène Royal n'imagine pas que ce cas puisse se produire : « Je crois que c'est un risque très grave, ce risque a été pris parce que ce vote a été instrumentalisé au cours d'une campagne précédente pour d'autres enjeux que l'enjeu européen... Lorsqu'on instrumentalise un vote pour autre chose que son objectif, cela revient en boomerang. La bonne question, ce n'est pas de savoir si vous voulez sortir de l'Europe parce qu'à ce moment-là, les gens votent pour autre chose ; la bonne question, c'est de savoir quelle Europe voulez-vous ? » (Entretien à la BBC, 30 juin 2016).

Par ailleurs, le vote en faveur du Brexit émanerait des couches les moins éduquées de la population, les personnes peu diplômées et assez âgées : « Les opposants à l'UE ont plusieurs visages : déçus de la construction européenne, europhobes assumés, nationalistes ou xénophobes, si les jeunes ont choisi largement le oui, les plus anciens ont fait le choix inverse du Brexit et ils remportent la victoire » (JT Fr 2, 24 juin 2016). « C'est quand même incroyable... J'ai reçu des coups de téléphone de jeunes anglais de Londres, ils étaient en larmes. Les jeunes, leur avenir, c'était l'Europe ! Ils ont voté massivement pour l'Europe et ce sont les vieux qui ont décidé de l'avenir des jeunes » surenchérit Daniel Cohn-Bendit. Certes, 64 % des 18-24 ans ont voté pour le Remain, alors que pour la tranche d'âge 25-49 ans, le pourcentage tombe à 45 %, il est ensuite de 35 % pour la tranche 50-64 ans et enfin de 33 % pour la tranche 65 ans et plus. Cependant, il ne faut oublier l'abstention car plus l'âge augmente, plus l'abstention diminue, au profit exclusif du vote en faveur du Brexit. Peut-on donc dire que si les jeunes avaient voté, ils auraient voté en faveur du Remain ? Ne serait-ce pas plutôt l'expérience de la vie qui transformerait les indécis en Brexiters ? La question est ouverte mais il est malhonnête de considérer que les jeunes sont par principe pro-européens parce qu'ils sont jeunes.

Le peuple aurait enfin été trompé par les mensonges et les Fake news. Cohn-Bendit l'affirme sur France2 dès le 24 juin 2016 : « Cette victoire, c'est la victoire du mensonge », faisant référence aux propos de Nigel Farage démentant peu après la campagne le chiffre de 350 M£ (435 M€) correspondant à la contribution financière hebdomadaire du Royaume-Uni à l'UE qui pourrait être réaffectée au NHS (service de santé) en cas de Brexit. Or, on sait que si Nigel Farage a démenti ce chiffre après la campagne, c'est dans le cadre d'une rivalité interne au camp de Leave car la phrase « Nous donnons chaque semaine 350 M£ (435 M€) à l'Europe. Donnons-les plutôt à notre sécurité sociale » figurait sur le bus du camp de Leave (celui de Boris Johnson) et non sur celui de UKIP. Cela dit, la somme de 350 M£ doit être revue à la baisse car elle oublie le rabais

négocié par Margaret Thatcher en 1984 ainsi que les dépenses budgétaires de l'UE en faveur du Royaume-Uni. C'était bien une Fake news.

Les deux camps ont propagé des Fake news. Celles du camp du Remain sont souvent plus subtiles car moins fausses dans la forme mais toutes aussi nocives sur le fond, notamment quand il s'agit d'évoquer les conséquences du Brexit. Dans le camp du Leave, les Fake news sont plus repérables mais pas forcément plus graves sur le fond. Exemple : Boris Johnson affirme que l'UE interdit les bananes courbes et les grappes de plus de trois bananes. C'est matériellement faux mais il est vrai qu'il existe un règlement de 1994 fixant des règles de qualité pour les bananes et c'est l'existence même de ce règlement qui est ubuesque.

The Sun a particulièrement créé la controverse en affirmant que la Reine était favorable au Brexit. Buckingham Palace a dû formellement démentir et menacé le journal de poursuites judiciaires dès le lendemain, la Reine ne prenant jamais position dans les affaires politiques du pays pour garder son indépendance.

Le camp du Remain n'est pas en reste : « Plusieurs places financières ont vécu un black Friday » affirme France 2 le vendredi 24 juin 2016. « L'onde de choc peu à peu va se répandre, va se diffuser dans l'économie et cette onde de choc n'est que négative. Il n'y a rien de positif dans le Brexit d'un point de vue économique, il n'y a pas de modèle alternatif, c'est un saut dans l'inconnu pour tout le monde » poursuit l'économiste Philippe Dessertine. Le Royaume-Uni perd son AAA le 27 juin 2016 et la bourse dévisse de 3 % conclut Pujadas, alarmiste. Mais on ne parle plus de la chute de la bourse ensuite parce qu'elle remonte. Il n'y aura pas de black Friday.

« Le Brexit plombe les milliardaires » affirme *Le Point* de 28 juin 2016 : « les 400 personnes les plus riches de la planète ont perdu plus de 120 milliards de dollars ». Mais c'est une simple variation du cours, pas une perte comme indiqué dans l'article. La livre baisse de 10 % par rapport à l'euro : les médias se focalisent sur les conséquences négatives : « Brexit : l'économie britannique s'effondre en juillet » titre *le Monde* le 22 juillet 2016. Reuters prévoyait une augmentation en effectifs de chômeurs de 9500 de en cas de Brexit. Finalement, c'est l'inverse qui s'est produit.

Il y a aussi des conséquences positives. *Le Figaro* le reconnaît : dans son édition du 9 août 2016, il explique que « Le Brexit booste le tourisme au Royaume-Uni » grâce à la baisse de la livre : « Alors que les réservations aériennes avaient baissé de 2,8 % le mois précédant le Brexit, elles ont augmenté de 4,3 % en seulement quelques semaines, après le vote. Les réservations effectuées hors d'Europe ont connu la plus forte hausse, de 8,6 % après le résultat du référendum ». Et le 20 janvier 2020, le FMI publie ses nouvelles perspectives économiques mondiales qui prévoient une croissance britannique supérieure pour le Royaume-Uni que pour la zone euro : la croissance de la zone euro pour 2020 est estimée à 1,3 % tandis que celle du Royaume Uni reste

inchangée à 1,4 %. Concernant 2021, le Royaume Uni est affiché à 1,5 % contre 1,4 % pour la zone euro. L'annonce de l'apocalypse était bien une Fake news.

Si le Brexit est le chaos et l'apocalypse, alors il vaut mieux éviter de solliciter le peuple.

Il ne faut pas organiser de référendums sur ces questions. Le britannique Philip Turle l'affirme sur *C dans l'air* du 24 juin 2016 : « Quand il s'agit de l'avenir de l'Europe, ce n'est peut-être pas une question que l'on doit poser à tout le monde. Les gens ne comprennent pas les vrais enjeux ». Opinion largement partagée par Pierre Moscovici, le 25 septembre 2016, au micro d'Europe 1. Jean-Pierre Elkabbach lui demande s'il est favorable à un référendum sur l'Europe en France : « C'est une très mauvaise méthode. C'est une méthode qui divise, qui blesse, qui simplifie, qui déforme et désinforme, où ceux qui jouent sur les émotions peuvent mentir comme des arracheurs de dents pendant que les autres sont obligés de développer laborieusement des arguments très techniques face à des formules ultra-simplistes et agressives ».

La démocratie n'est pas toujours bonne et ne saurait entraver le sens de l'histoire. Daniel Cohn-Bendit l'exprime sur France inter, le 4 juillet 2016 : « Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison. Quand le peuple vote pour le nazisme, il n'a pas raison même si c'est le peuple ». D'ailleurs, « les Anglais savent qu'ils se sont trompés, 10 à 20 % des Brexiteurs le regrettent ». « Il y a des choses qui sont irréversibles en démocratie, ça s'appelle le progrès » affirme de son côté Jacques Attali à la veille du scrutin (*Le Monde*, 22 juin 2016). Ce fameux sens de l'histoire interdit donc que l'on revienne en arrière et confirme la phrase prémonitoire lancée Jean-Claude Juncker au sujet de la Grèce : « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés » (28 janvier 2015).

Le Brexit n'aura pas lieu. « Je ne crois pas que le Brexit aura lieu » écrit Gideon Rachman dans le *Financial Times* du 27 juin 2016. « Il y aura des hurlements de rage, mais pourquoi faudrait-il que des extrémistes des deux bords décident comment l'histoire se termine ? » D'autres pensent la même chose mais pour le déplorer. C'est le cas de Thierry Godefride : « Pourquoi ce vote de la Grande-Bretagne serait-il respecté, alors que de précédents votes ne l'ont pas été, comme pour les Traités de Maastricht de Nice ou de Lisbonne ? » explique-t-il dans *Contrepoints* le 4 juillet 2016. « Les Danois votèrent en 1992 contre le Traité de Maastricht et les Irlandais tout à la fois contre le Traité de Nice en 2001 et le Traité de Lisbonne en 2008. Que se passa-t-il par la suite ? Leurs partenaires offrirent quelques concessions aux uns et aux autres, leur permettant d'organiser un second référendum, et l'UE alla de l'avant. Pourquoi en irait-il autrement dans le cas du Brexit ? »

Le peuple doit revoter. Les pro-Brexit regrettent leur vote irrationnel et ont « un réveil un peu douloureux » devant les conséquences qu'il peut entraîner, affirme Loïc de La Mornais sur France 2 le 26 juin 2016, notamment le potentiel démembrement du Royaume-Uni par une éventuelle

sécession de l'Écosse qui a voté majoritairement contre le Brexit. Les médias font la part belle à une étrange pétition qui circule sur internet, demandant un second référendum et qui aurait recueilli 3 millions de signatures. Le 28 juin 2016, France 2 lance la question : « Et si le Brexit n'avait pas lieu ? Personne ne semble vouloir assumer cette décision de quitter l'Union européenne. Et puis, il y a la menace de sécession de l'Écosse, autant de raisons de commencer ce soir à en douter ». Mais, on omet de préciser que beaucoup de signatures étaient douteuses et émanaient d'ailleurs que du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni doit être puni pour son choix. C'est l'option que privilégient ceux qui pensent que le Royaume-Uni sortira de l'UE quoi qu'il arrive. Le mercredi 22 juin, veille du référendum, Jean Quatremer était l'un des invités de l'émission « Europe Hebdo » sur LCP : « Le problème, c'est que si on rend la sortie britannique pas douloureuse, ça va donner des arguments à Marine Le Pen, à l'extrême-droite européenne, et ça risque d'avoir un effet de contagion donc l'idée c'est plutôt de rendre cette sortie la plus brutale et la plus douloureuse possible [...]. Pour éviter l'effet de contagion, il faut que le départ soit douloureux ». Le 25 juin 2016, Xavier Bertrand explique dans le même esprit que c'est aux Anglais de gérer la frontière avec Calais : « on arrête aujourd'hui de gérer la question des migrants à Calais pour les Anglais alors que c'est à eux de le faire ». Or, tout cela ne peut se faire instantanément puisque le sujet est régi par les accords du Touquet de 2003. Le nouvel accord ne sera signé que le 18 janvier 2018 par Emmanuel Macron et Theresa May...

Aujourd'hui, le traitement est plus équilibré. Même *Le Monde* du 24 septembre 2019 reconnaît qu'« en cas de no deal sur le Brexit, l'apocalypse n'aura pas lieu ». Éric Albert, correspondant du *Monde* cite Sam Lowe, spécialiste des relations commerciales au Center for European Reform : « En cas de no deal, les opposants au Brexit vont subir un contrecoup. Ce ne sera pas l'apocalypse. On trouvera à manger ». Or, la signature d'un accord avec l'UE et la victoire de Boris Johnson aux élections législatives éloigne à tout jamais la perspective d'un no deal. Du côté britannique, il y a une évolution inverse puisque le *Daily Mail* et le *Daily Express*, tabloïd pro-Brexit, ont récemment ouvert leurs colonnes à des europhiles : Gary Jones au *Daily Express* et Geordie Greig au *Daily Mail*. Pourtant, cela n'influence pas beaucoup la ligne éditoriale où l'on qualifiait encore le député européen belge Guy Verhofstadt, président du groupe de pilotage du Brexit au Parlement européen et europhile convaincu, de « curtain-haired slimeball » (ordure aux cheveux en forme de rideaux). L'esprit anglais est impayable !

Pour conclure, je saluerai la liberté de ton et la diversité des médias britanniques, en souhaitant la même chose pour mon pays. L'esprit d'indépendance de la Grande-Bretagne est hautement estimable. Ce peuple qui n'a jamais été vaincu sur son territoire depuis la bataille de Hastings en 1066 a conservé un patriotisme indéfectible, teinté d'une forme d'humour qui lui est toute particulière. Et contrairement à la France, il a su secréter des élites qui chérissent leur nation et refusent qu'elle

perde la maîtrise de sa souveraineté. Car « la perfection de l'humanité, affirme Renan, ne sera pas l'extinction mais l'harmonie des nationalités. Les nationalités vont bien plutôt se fortifiant que s'affaiblissant ; détruire une nationalité, c'est détruire un son dans l'humanité ». Puisse la Grande-Bretagne faire toujours résonner - comme la France - le son unique et singulier de son identité !

Robert Rowland

Je commencerais en revenant quelque peu sur le Brexit et sur la façon dont on peut l'appréhender. Ayant passé 32 ans dans une banque d'investissement, j'étais aux premières loges pour assister à cet événement historique. J'ai eu l'immense privilège de parcourir l'Europe, d'être un investisseur sur ce continent et de croiser de nombreux PDG. Je crois avoir connu une merveilleuse époque avant l'introduction de l'euro, et l'Union s'est par la suite transformée en un super-État sclérosé.

Le Brexit s'est produit à un moment où, économiquement, la Grande-Bretagne peinait à se sortir de la crise financière. Ce n'est pourtant pas la seule raison qui explique ce résultat. J'ai pu remarquer que les gens ont soif de communauté, d'identité et qu'ils sont très fiers de leur nation. C'est la conjonction de ces deux phénomènes, le manque d'identité culturelle, et la crise économique, qui permet de comprendre la logique du Brexit.

Je remarque également une plus grande fluidité du vote et de l'attachement aux partis politiques. À ce titre, Nigel Farage a correctement identifié le fait que la classe ouvrière britannique avait été abandonnée par le Parti travailliste. Farage n'avait pas sa place naturelle au sein du Parti conservateur, parce que le Parti conservateur à l'époque était essentiellement fédéraliste au point de vue européen, soutenant l'Europe avec David Cameron. Il a correctement identifié à la fois une crise d'identité nationale et une crise économique, en particulier au sein des communautés côtières. Ces deux problématiques étaient au cœur de son combat.

Dès lors, le référendum sur le Brexit a permis de donner la parole au peuple. Cela représente la plus forte participation à un vote de toute l'histoire britannique.

Pour autant, je pense que l'Union Européenne n'est pas non plus responsable de tous les maux. Personne ne savait vraiment combien d'argent était versé à l'Union Européenne par la Grande-Bretagne, et combien nous recevions en retour. Mais l'Union Européenne a adopté une stratégie fine. Beaucoup d'argent a été versé dans le milieu universitaire pour que les jeunes ne voient que les bons côtés de l'Union. Des programmes comme Horizon ou Erasmus vont dans ce sens. Seulement, il y a aussi des domaines où la politique européenne a été désastreuse : dans le domaine industriel et surtout au niveau de l'immigration.

L'immigration après-guerre était d'environ 40 000 à 50 000 personnes par an. Je me souviens qu'aux États-Unis, lorsqu'une vague d'immigrants arrivait, on leur disait : « assimilez-vous, devenez américains et nous accepterons la prochaine vague ». Mon beau-père, tchèque, devait absolument parler anglais là-bas, il n'était pas question qu'il continue à parler tchèque. Dès lors, ces

migrants étaient fiers du pays qui s'occupait d'eux. Je ne pense pas que la vague actuelle d'immigrants dans nos nations ait le même respect et le même amour du pays que la première vague d'immigrants au Royaume-Uni. Il y a un chiffre économique qui correspond au coût économique des travailleurs peu qualifiés. Ceux-ci ont coûté 3500 livres chacun au Royaume-Uni. Quand vous incluez les avantages du secteur public, le résultat est sans appel : ils n'ajoutent pas de valeur économique. Boris Johnson a adopté le système d'immigration par points et cela a du sens. Cela signifie que nous voulons les migrants les meilleurs et les plus brillants.

Revenons quelque peu sur l'Union Européenne. Il me semble que la Communauté économique de 1951 et le Traité de Rome de 1953, relèvent d'un tempérament napoléonien. Tout ceci fonctionne selon le droit continental napoléonien. Je pense qu'aujourd'hui, à nouveau, la France a une formidable opportunité de fixer le cap de l'Europe, et je pense qu'elle le fera.

Il me semble que l'un des domaines importants au niveau européen est l'équilibre militaire. Farage a souvent défendu le Brexit en disant que l'Union Européenne gérait notre politique de défense. Il est clair pour moi que l'Union européenne veut avoir une stratégie, veut avoir une autonomie stratégique en matière de défense et de capacité opérationnelle. La question est de savoir comment y parvenir. La France a assez de troupes, les Allemands aussi, mais alors comment faire ? Il y a trois gros problèmes. D'abord, où déployer les troupes ? Ensuite, qui a le commandement de la capacité opérationnelle ? Enfin, à qui appartiennent les chars ou les avions que l'on utilise ? Pour en avoir discuté avant l'ancien chef d'État-Major de la Défense, celui-ci me disait que les Européens ne seront tout simplement pas capables de s'entendre sur qui doit être réellement aux commandes sur le plan opérationnel. Je pense toutefois que l'Union Européenne devrait par exemple se servir d'une force commune à propos de la crise de l'immigration. Elle devrait déployer des forces là où il y a des zones naturelles d'immigration illégale. Il me semble que l'Union Européenne pourrait bien être la deuxième ou la troisième puissance militaire mondiale, mais pour cela elle a besoin que la France la dirige. La difficulté est de s'entendre avec l'Allemagne.

Personnellement, je suis gestionnaire de fonds spéculatifs depuis de nombreuses années. Quand je regarde l'Europe, je regarde un continent dans lequel je n'aurais jamais investi. Je ne vois pas de sociétés avec un potentiel de croissance, de nouvelles technologies avec un potentiel en Europe. Les seules entreprises dans lesquelles j'investis en Europe sont évidemment françaises. Il s'agit d'Hermès et de Louis Vuitton car le luxe est l'un des rares domaines où la France a, vous le savez, une compétence incroyable et Bernard Arnault est probablement l'un des plus grands entrepreneurs que le monde ait jamais connus.

Le problème de la France et de l'Union Européenne aujourd'hui, c'est que vous êtes dans un état permanent de faible croissance, que vous êtes enfermé dans ce cycle de faible croissance. Les Européens pensent en être sortis grâce au Green New Deal, qui serait le remède miracle. Mais Ursula von der Leyen n'a jamais dirigé d'entreprise de sa vie. Quelle crédibilité, quelle connaissance, quelle expérience a-t-elle des affaires, pour prouver que le Green New Deal va générer des milliers de nouveaux emplois ? Il coûte mille milliards de dollars, et je pense que ce chiffre est beaucoup trop bas, qu'il coûtera en fait entre trois et quatre mille milliards. En Grande-Bretagne, nous avons déjà fait une estimation de notre passage à zéro net (en émission de carbone) en 2050 - Boris Johnson croit aussi en cette absurdité -, et cela va coûter mille milliards de livres, ce qui fait environ 2 % du PIB par an pour effectuer cette transition énergétique. D'innombrables personnes vont se faire licencier et je pense que le populisme va s'engouffrer dans la brèche. On ne peut pas aimer les emplois et détester les créateurs d'emplois. Le Green New Deal ne résoudra rien, au contraire.

Malheureusement, le parti du Brexit, c'est terminé. C'est une grande tristesse personnelle pour moi parce que j'ai adoré la politique, j'y suis resté plus longtemps que prévu. Nigel Farage est un homme remarquable et il a été le catalyseur du Brexit. J'ai été fier de le faire avec lui. Je vous souhaite donc bonne chance. Je pense que vous avez une formidable opportunité. Quitter l'Union Européenne, voilà un défi de taille pour la France.

Laura Huhtsaari

Mon pays, la Finlande est, d'un point de vue géographique, un grand pays pourtant peuplé de 5,5 millions d'habitants seulement. Nous autres Finlandais vivons littéralement au cœur de nos forêts. Cela fait partie de notre ADN. Nous aimons les grands espaces ouverts, et c'est pourquoi, en Finlande, vos voisins vivent derrière de grands pins - vous ne les voyez que très rarement.

Les Français ont cette culture qui consiste à se faire la bise, que j'ai découverte en arrivant au Parlement européen. C'est un geste très accueillant. C'est formidable d'être ici, à Londres, au cœur de la démocratie britannique ! Le 1er février 2020 marque le début d'une nouvelle ère en Grande-Bretagne. Cette nation insulaire, qui a donné naissance à des géants tels que Shakespeare, Newton et Churchill, va ouvrir la voie à un brillant avenir patriotique et pouvoir se démarquer de l'Union Européenne, laquelle perd de son influence sur la scène mondiale et se fracture de l'intérieur.

L'Union Européenne a recours à des méthodes totalitaires ; notre groupe, le groupe Identité et Démocratie, a été isolé, et pourtant l'Union Européenne a toujours l'audace de condamner certains États membres qui ne respectent pas la démocratie et la liberté d'expression. Quelle hypocrisie ! L'Union Européenne ne voit aucun défaut dans la manière dont elle pratique la politique ; selon elle, le Brexit est le résultat de discours de haine, d'une désinformation imputable aux « fake news » et d'actions de trolls russes. L'Union est incapable de reconnaître que ses politiques ratées ont créé le chaos au sein des États membres.

La Suède était autrefois une nation décente et prospère. Aujourd'hui, elle connaît un changement fondamental. Les villes suédoises ont subi à plusieurs reprises des explosions, des incendies de voitures, des viols et des fusillades. Quel genre de nation peut accepter que son peuple souffre de tels événements ? Les partis qui souhaitent empêcher ce genre de développements sont constamment taxés de fascistes et de racistes. L'ancien président de la Commission, Jean-Claude Juncker, nous a traités de « nationalistes stupides qui aiment leur pays ». Eh bien, oui, nous aimons notre pays !

Les 17,4 millions de voix en faveur du Brexit ont constitué le plus grand mandat politique donné par l'électorat de l'histoire britannique. La mascarade mise en scène par le précédent parlement

britannique qui s'opposait à la mise en œuvre du Brexit était grossièrement antidémocratique. Heureusement, le peuple britannique, dans sa sagesse, s'est imposé aux *Remainers* lors des élections générales de décembre et a donné aux conservateurs de Boris Johnson une victoire écrasante leur permettant de mettre en œuvre la volonté du peuple et de sortir le Royaume-Uni de l'Union Européenne.

Pendant des siècles, le peuple britannique a été une source d'inspiration pour le reste du monde, dans sa lutte pour plus de liberté et de démocratie. Grâce au Brexit, la Grande-Bretagne va une nouvelle fois prendre position contre la concentration du pouvoir en Europe. Le pouvoir est rendu au peuple, le pouvoir est rendu aux États-nations. L'Union Européenne défend majoritairement la position selon laquelle les nations indépendantes ne font que construire une nouvelle Union soviétique. Les dirigeants soviétiques savaient que la révolution demandait une révolution des coutumes, de la culture chrétienne, des mœurs, de l'identité et surtout, elle exigeait de mettre un terme aux sentiments nationalistes du peuple. Or, l'histoire se répète. Les libertés fondamentales « à l'ancienne », comme la liberté d'expression, doivent être restreintes pour ceux qui s'opposent au programme de l'Union Européenne. Nous, les conservateurs, croyons en la liberté. Liberté et responsabilité vont de pair. Par conséquent, nous pensons que l'homme, en tant qu'individu, doit prendre ses responsabilités et est responsable de ses propres actions.

Au lieu de cela, la gauche estime que la responsabilité est imputable à la société. Ses partisans imputent ainsi le racisme, le sexisme, etc, aux problèmes sociaux. Une telle approche conduit à la création d'un État policier, qui essaiera de contrôler tous les aspects de la vie d'une personne. Les gens doivent être libres pour devenir créatifs et prospères. De ce fait, les États socialistes échoueront toujours.

Un État véritablement souverain est capable de décider de ses propres lois, taxes et frontières. En tant que membre de l'Union Européenne, un État nation renonce à ces droits, créant ainsi un grave déficit démocratique. À travers le Brexit, la Grande-Bretagne retrouve sa capacité à mettre en œuvre des décisions démocratiques répondant aux souhaits et aspirations du peuple britannique. Une nation véritablement souveraine exécute les décisions démocratiques qui tirent leur légitimité du peuple.

Suite au Brexit, l'Union Européenne ne sera plus jamais la même. D'une part, en perdant l'adhésion de la Grande-Bretagne, l'Union Européenne se prive d'une grande puissance militaire, réellement influente dans les affaires du monde. Hors de l'Union, Le Royaume-Uni atteindra son plein potentiel, et cela soulèvera des critiques à l'encontre de l'Union Européenne au sein des 27 États membres restants puisque les gens vont s'apercevoir que la technocratie de l'actuelle Union Européenne ne fait que nous freiner.

Pour autant que la situation puisse paraître mauvaise, ceux qui croient au souverainisme ne doivent pas être découragés. À terme, l'Union européenne dans sa forme actuelle s'effondrera. La vague de patriotisme ne peut plus être stoppée et l'État-nation connaîtra un retour glorieux dans toute l'Europe. Au cours des prochaines années, le Brexit sera un exemple frappant pour nous tous qui croyons en des États nations souverains, censés servir les peuples et non des élites égoïstes. L'avenir appartiendra sûrement aux patriotes !

Je voudrais d'abord vous dire mon étonnement ; mon étonnement de voir que Londres est toujours à 2h de train de Paris, que l'Eurostar fonctionne très bien, que l'Angleterre n'a pas disparu sous les eaux ou qu'elle n'a pas été ravagée par une pluie de sauterelles ! Je me réjouis peut-être trop vite, et tout cela peut très bien arriver dès l'aube du 1^{er} février⁴ ! Mais en vérité je crois que vous n'avez et que nous n'avons aucune raison d'être inquiets.

Les plus grandes instances internationales le disent désormais : aucune catastrophe économique majeure ne menace la Grande-Bretagne lorsqu'elle sortira effectivement de l'Union européenne. Dans le rapport qu'il vient de rendre, le FMI nous apprend que les Britanniques connaîtront même une croissance plus importante que celle de la zone euro, confortablement installée dans sa place de voiture-balai de l'économie mondiale. Confiant dans les ressources et les capacités de son pays, Boris Johnson annonce même une bienvenue revalorisation du salaire minimum, ainsi que des investissements majeurs dans les infrastructures et les services collectifs du pays. Longtemps vu comme le pays du libéralisme triomphant, la Grande-Bretagne, en prenant conscience de l'importance des limites et des protections, se montre à la pointe de la modernité politique. L'Histoire nous a montré que les innovations idéologiques partent souvent du monde anglo-saxon pour gagner la France et le continent européen. J'ose espérer que cette constante se vérifiera encore, et que mon pays s'engagera très bientôt sur une voie similaire que celle empruntée par votre Premier ministre.

Rappelez-vous durant la campagne des élections européennes, on nous a souvent accusés de « jouer sur les peurs », de parler de choses qui n'allaient pas arriver, qui n'étaient que le fruit de notre imagination. Il est amusant aujourd'hui de voir que ce que nous prédisions depuis des années voire des décennies, et notamment la submersion migratoire, s'est révélé vrai, tandis que nos adversaires se sont à peu près trompés sur tout ! Et ce sont eux désormais qui « jouent sur les peurs », ce dont la campagne du référendum sur le Brexit a été l'illustration parfaite. Il y a les gentils prophètes de l'apocalypse que sont Greta Thunberg et les européistes, et il y a les méchants, nous, les populistes.

Mais la peur est peut-être la dernière cartouche qu'il reste à nos adversaires, eux qui voient s'effondrer sous leurs yeux tout l'édifice qu'ils avaient tenté de bâtir contre les peuples d'Europe.

⁴ N.B. Le colloque a eu lieu le 24 janvier 2020.

On nous a dit aussi que la Grande-Bretagne s'apprêtait à « quitter l'Europe », qu'elle allait larguer les amarres et se retrouver, toute seule, au milieu de l'Atlantique. Non, le peuple britannique ne quittera pas l'Europe, mais il se sépare du carcan qu'était devenue pour lui l'Union européenne.

Car ce peuple fait évidemment et éminemment partie de la grande famille européenne ; famille querelleuse, certes, mais famille tout de même. Selon la très belle définition donnée par Paul Valéry, est européenne toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée, et soumise à l'esprit de discipline des Grecs. Je n'ai donc aucune inquiétude de ce point de vue : nos voisins d'outre-Manche ne vont pas rompre du jour au lendemain avec notre civilisation commune. Depuis l'époque moderne, ils en sont l'un des moteurs essentiels, notamment dans l'élaboration de principes politiques dont nous sommes les héritiers aujourd'hui.

Et qui pourrait oser affirmer que l'Union européenne se place en protectrice de notre histoire et de nos identités ? Tout prouve qu'elle s'est au contraire construite autour du reniement de ses racines. Rappelons-nous par exemple le refus d'inscrire la mention des racines chrétiennes de l'Europe dans le projet de Constitution européenne... Comme l'écrit Régis Debray, l'« Union européenne aura été l'histoire de la sortie de l'Europe de l'histoire. » Ce n'est pas à la « construction » européenne que nos dirigeants ont travaillé, mais à la déconstruction de nos nations, et donc de l'Europe.

Il est d'ailleurs très symbolique de regarder les billets de la monnaie unique : vous n'y verrez aucune trace d'histoire, de paysage, de mythologie, alors que le dollar américain glorifie ses Pères fondateurs et son héritage religieux.

L'un des messages du Brexit est donc aussi celui-ci : lorsqu'on vous dit que vous allez « sortir de l'Histoire », vous êtes peut-être au contraire en train d'y rentrer.

Il ne faut pas mâcher nos mots : le Brexit n'est pas un fait politique comme un autre, il est tout sauf un événement anodin. Le Brexit est un véritable Big Bang historique ! Un big bang car tout ce qui le précède est devenu obsolète, et un big bang car c'est un nouvel ordre qui va s'installer, que nous allons installer !

Le Brexit nous a tous envoyé un message : il nous invite à renouer avec ce qui a toujours fait la force et la noblesse de l'Europe : son goût de la liberté. Le Brexit nous dit : n'ayons pas peur de la liberté ! N'ayons pas peur de prendre en mains notre destin ! N'ayons pas peur de relever les défis du monde à l'échelle du cadre le plus adapté et le plus légitime qui soit : l'État-nation.

On nous répète depuis des années que nos pays ne sont plus à la hauteur, qu'ils sont trop petits, pas assez peuplés, qu'ils manquent de ceci et de cela. Cette absence de confiance en soi nous a conduits à déléguer toujours plus de nos pouvoirs à une structure supranationale et non démocratique. Mais pour quels résultats ? Qu'est-ce que l'Union européenne nous a concrètement fait

gagner aux dépens de nos concurrents ? Rien, et je dirais même que nous avons été perdants. Car comment expliquer sinon ce paradoxe : plus l'UE s'est renforcée, plus elle a accumulé de prérogatives, et plus nous nous sommes affaiblis !

Le contrat passé avec Bruxelles, c'est un contrat perdant-perdant, et les peuples sont d'ailleurs un excellent thermostat de ce décalage permanent entre la propagande européenne et la réalité quotidienne. S'ils accordent de plus en plus leur confiance aux forces nationales et souverainistes, c'est parce qu'ils ont bien compris que leur salut ne viendrait pas d'ailleurs, mais d'eux-mêmes, et chez eux !

Non, les Britanniques n'ont pas fait une erreur en « sautant du train ». Ils ont tout simplement pris leurs précautions pour ne pas aller droit dans le mur vers lequel il nous conduit.

Comme je l'ai dit récemment dans l'hémicycle du Parlement européen, l'Union européenne nous fait passer à côté de tous les grands enjeux du siècle ! Elle est davantage préoccupée par les conditions de fabrication des fromages français que par les grands projets technologiques civils ou militaires de demain ! Elle préfère s'immiscer dans les programmes scolaires des pays membres que de chercher à protéger nos économies ouvertes aux quatre vents. Et elle s'intéresse davantage au droit des minorités à l'autre bout du monde qu'à la manière de protéger les Européens du danger islamiste.

Mais cela n'a finalement rien de surprenant. Nous ne pouvons pas attendre davantage d'une organisation qui a bien fait comprendre que la puissance n'était pas son problème, et que tout ce qui l'intéresse, c'est que les Européens soient de bons petits consommateurs et communient dans un universalisme abstrait.

C'est l'une des nombreuses leçons du Brexit pour demain : il va être l'occasion de prouver qu'être souverain, ce n'est pas être « replié sur soi » ou « rapetisser ». Quelle méconnaissance faut-il avoir de notre Histoire partagée pour croire que la souveraineté de chacun empêcherait la montée en puissance de tous !

Que ce soit dans les arts, dans les lettres, dans les sciences ou dans les techniques, c'est toujours par la saine rivalité à laquelle se sont livrés nos pays que l'émulation a été possible et que l'Europe a très longtemps été le moteur du monde. Bien sûr, cette concurrence a parfois tragiquement pris le visage de la guerre, mais ce n'est certainement pas la souveraineté qui est en cause. Les frontières, contrairement à ce que l'on dit, sont une preuve de modestie, elles montrent que nous ne sommes pas partout chez nous, et que nous respectons nos voisins. C'est lorsqu'elles ne sont plus respectées que sonne la guerre. La guerre, ce n'est donc pas la souveraineté, ni même le nationalisme d'ailleurs, comme le disait à tort François Mitterrand ; c'est l'impérialisme.

Les élites européennes ont cru qu'elles éviteraient la guerre en bâillonnant les nations, en leur liant les mains par des traités dont finalement personne n'est satisfait. Le Brexit doit être l'occasion historique de rebattre les cartes et d'aller vers une nouvelle coopération des nations.

Pour affronter tous les grands défis mondiaux, ce ne sont certainement pas les ONG ou la gouvernance mondiale qui sont les plus adaptées, mais les nations !

Prenons l'écologie qui, à juste titre, s'est imposée comme une préoccupation majeure de nos compatriotes.

C'est avant tout notre environnement proche, le local, que nous sommes prêts à protéger et à rendre durable. C'est pourquoi il ne sert à rien de déclarer la guerre de manière abstraite au réchauffement climatique ou de signer des « pactes verts » dont on oublie l'existence et les promesses au bout de quelques mois. Le plus grand service que l'on puisse rendre à notre environnement, c'est de redonner ses lettres de noblesse au local, au familial, à la proximité. Tout le contraire de ce que propose l'Union européenne, toujours enfermée dans la vision d'un libre-échange obsolète qui consiste à vendre des voitures allemandes pour que nous fassions venir massivement des produits agricoles du continent américain.

Mais prenons aussi les technologies d'avenir : alors que les projets à l'initiative de l'Union européenne sont inexistantes, insuffisants ou insignifiants, tous les grands programmes européens qui fonctionnent sont le fruit d'accords de coopération entre nations. C'est le cas d'Airbus ou d'Ariane. C'est lorsque chacun apporte ses compétences respectives et ses spécificités que s'opère l'alchimie ; et au contraire l'esprit d'innovation est brisé lorsqu'il vient d'une superstructure qui cherche à aligner tout le monde sur le même modèle et sur les mêmes règles. On nous dit que la diversité est bénéfique quand il s'agit d'immigration, mais en matière industrielle et technologique ils cherchent à tout prix à gommer cette diversité et à nous rendre identiques !

Dans la nouvelle coopération qui doit s'ouvrir pour l'Europe, chaque pays devra détenir les reines de sa puissance afin que son économie soit robuste et agile, adaptée aux caractéristiques de son peuple et de sa géographie. Le Premier ministre Boris Johnson l'a bien compris, et il va se tourner vers l'atout majeur hérité de l'histoire qu'est le Commonwealth. En rompant avec les traités européens actuels, Londres renforce symboliquement son ambition océanique et mondiale, là où se situent de nouveaux enjeux de puissance.

Il en va de même pour la France qui, dans ce nouvel ordre voué à s'installer, pourra faire valoir son fabuleux domaine maritime, le deuxième mondial et potentiellement le premier. Car c'est bien en France, et uniquement en France désormais, que le soleil ne se couche jamais, et il est regrettable que nos dirigeants n'exploitent pas le potentiel gigantesque des fonds marins et des

énergies marines. Ils sont certainement trop obsédés par la construction de routes à l'autre bout de l'Europe...

Il ressort de l'ensemble de nos interventions un immense constat d'échec : l'Union européenne n'a pas été au rendez-vous. Par ses fondations incertaines, elle n'a cessé de prendre la mauvaise direction, et plus elle court au désastre, plus elle accélère. Loin de prendre le Brexit au sérieux, elle ne propose que des évolutions cosmétiques : un peu de démocratie participative par-là, une nouvelle commission par ci. Mais c'est tout l'édifice qu'il faut revoir ! Et en premier lieu en finir avec cette funeste Commission européenne, organe par excellence de la négation de la démocratie et de la volonté des peuples. Son pouvoir d'initiative doit lui être retiré pour être placé entre les mains du Conseil européen, là où les États-nations sont représentés par leurs propres dirigeants.

La question n'est pas de savoir si cette révolution démocratique du projet européen aura lieu ; elle est de savoir quand elle aura lieu. Si les dirigeants et les fonctionnaires européens ne se montrent pas à la hauteur des attentes profondes des peuples, s'ils n'écourent pas les colères qui partout se font plus fortes et donc s'ils n'agissent pas d'eux-mêmes, alors cette nouvelle coopération adviendra par la force des choses car plus personne ne souhaitera se soumettre plus longtemps à leur diktat.

Le Brexit est donc l'occasion de vérifier si, oui ou non, l'Union européenne est capable de lucidité.

Comme vous le voyez, je suis résolument optimiste quant à l'avenir de nos pays respectifs. Vous avez eu à subir par le passé des défis bien plus grands que de savoir si, oui ou non, vous serez capables de négocier des traités commerciaux intéressants. Le vent de l'Histoire souffle de toute façon en votre faveur : partout dans le monde les peuples portent à leur tête des dirigeants résolus à protéger leurs peuples, leur économie, leur identité. Rares sont ceux qui, à l'image d'Emmanuel Macron ou d'Angela Merkel, croient encore au grand vivre-ensemble planétaire et à la pacification par la disparition des différences.

Si Fukuyama pouvait annoncer la « fin de l'Histoire » lorsque le mur de Berlin est tombé et que la guerre Froide a pris fin, je crois qu'avec le Brexit, le retour de l'Histoire est définitivement acté.

LE BREXIT

Un tournant dans l'Histoire de l'Europe

Laboratoire des clivages politiques contemporains, l'Angleterre a connu un moment historique avec le Brexit. Cet évènement, suivi de la grave crise du virus de Wuhan, illustre la nécessité et la volonté de souveraineté de la part des peuples européens.

Quelles sont les conséquences politiques du Brexit? Que reflète-t-il? Quelles seront ses conséquences pour la France et les autres pays européens? Plusieurs intervenants, députés, essayistes et journalistes, analysent cet évènement majeur du XXI^e siècle.

Jérôme Rivière

